



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 20/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**DALKIA**

Site de SMURFIT KAPPA Cellulose du Pin  
Allée des Fougères - Factice  
33380 Factice

Références : 26-0016  
Code AIOT : 0005208848

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/10/2025 dans l'établissement DALKIA implanté FACTURE USINE 33380 Biganos. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de la DREAL, et avait pour objectif d'aborder le suivi des rejets atmosphériques du site et le respect de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28/04/2025.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DALKIA

- FACTURE USINE 33380 Biganos
- Code AIOT : 0005208848
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société DALKIA exploite, sur la commune de Biganos, une installation de cogénération de biomasse de 140 MWth. La durée de fonctionnement annuelle de cette centrale de combustion est d'environ 8 500 heures.

Cette installation produit de l'énergie (vapeur pour les besoins de la société SMURFIT KAPPA et électricité revendue sur le réseau géré par RTE). Il est à noter que sauf incident ou arrêt technique, la chaudière biomasse est toujours en fonctionnement et la quantité de vapeur produite est ajustée en fonction des besoins de SMURFIT KAPPA.

Schématiquement, les activités sont les suivantes :

- réception de la biomasse broyée - mise en silo ;
- combustion de la biomasse ;
- récupération et évacuation des cendres sous foyer et des cendres volantes.

Trois chaudières alimentées au gaz naturel de 20 MW chacune peuvent également être utilisées en secours pour assurer la continuité de l'approvisionnement en vapeur de la papeterie. Ces chaudières de secours fonctionnent 15 à 20 jours par an lors des arrêts techniques, des phases de redémarrage suite à des arrêts techniques ou lors de problèmes au niveau de la chaudière biomasse. Compte tenu des puissances de combustion installées, les installations relèvent de la directive IED.

Les dispositions applicables à l'installation ont été actées par l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2020. Certaines dispositions de l'arrêté d'autorisation du 26/05/2010 sont également applicables (titre 7 et 8 relatifs aux risques technologiques notamment). Par ailleurs, l'arrêté préfectoral complémentaire du 28/04/2025 est venu modifier les dispositions applicables à l'établissement.

La société emploie 35 personnes sur le site. Le personnel chargé de la production travaille en 3 x 8h.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Récolement à l'AM du 20/09/2002 - Articles 1 à 8	AP Complémentaire du 28/04/2025, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Récolement à l'AM du 20/09/2002 - Articles 9 à 15	AP Complémentaire du 28/04/2025, article 1	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Récolement à l'AM du 20/09/2002 - Articles 16 à 25	AP Complémentaire du 28/04/2025, article 1	Demande d'action corrective	3 mois
4	Récolement à l'AM du 20/09/2002 - Articles 26 à 30	AP Complémentaire du 28/04/2025, article 1	Demande d'action corrective	3 mois
5	Récolement à l'AM du 12/01/2021	AP Complémentaire du 28/04/2025, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Rejets atmosphériques – mesures périodiques	Arrêté Préfectoral du 10/07/2020, article 4.4.3 et 4.4.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Rejets atmosphériques – autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 10/07/2020, article 8.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Rejets atmosphériques – plan de surveillance renforcé	AP Complémentaire du 28/04/2025, article 1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a réalisé le récolement tel que prévu par l'arrêté complémentaire du 28/04/2025. Ce récolement nécessite des précisions telles que détaillé dans la suite du présent rapport. En particulier, des valeurs limites devront être définies pour un certain nombre de polluants listés dans les annexes I et II de l'arrêté ministériel du 20/09/2002.

Par ailleurs, les rejets atmosphériques de l'installation ont été contrôlés et sont globalement conformes, aux remarques près formulées dans le présent rapport.

### 2-4) Fiches de constats

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 28/04/2025, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Récolement
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société dont le siège social est sis PANORAMA 204 RUE SADI CARNOT 59350 SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE, ci-après dénommée l'exploitant, est tenue, pour son établissement sis à , de : [...] - réaliser le récolement aux arrêtés ministériels du 20/09/2002 et 12/01/2021, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté. Ce récolement comprend notamment la justification des valeurs limites applicables, pris en référence dans le cadre de la surveillance complémentaire mise en œuvre ; [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis le 31/07/2025 le récolement aux deux arrêtés ministériels suscités. Ce récolement conclut à une conformité sur un certain nombre de points de ces arrêtés et propose les actions de mise en conformité à réaliser. Il est à noter que l'exploitant a évalué qu'au vu de la quantité de boues réellement incinérées dans l'installation, l'arrêté du 12/01/2021 ne lui serait pas applicable. Ce point fait l'objet d'une demande détaillée ci dessous (point de contrôle n°5). Par ailleurs, concernant la conformité aux articles 9 à 15 de l'arrêté du 20/09/2002, l'inspection a formulé les remarques suivantes :  <ul style="list-style-type: none"><li>• l'article 5 de l'arrêté du 20/09/2002 prévoit que la capacité de traitement soit déterminée en tonnes de boues par heure, en exprimant le pouvoir calorifique de référence de ces déchets (PCI). L'exploitant a indiqué que ce PCI était calculé une fois par semaine par Smurfit Westrock mais n'a pas indiqué le PCI de référence à prendre en compte. Il a également précisé que la capacité de l'installation était inférieure à celle prévue initialement (moins de boues envoyées par Smurfit par rapport au plan d'approvisionnement initial). Il devra préciser la capacité et le PCI de référence à prendre en compte pour être en conformité avec cet article (voir demande associée ci après) ;</li><li>• l'exploitant a indiqué que les modalités d'entreposage des boues sont en cours de modification, or elles doivent être détaillées et la capacité d'entreposage doit être définie dans l'arrêté applicable au site selon l'article 5 du 20/09/2002 ;</li><li>• l'article 8 de l'arrêté du 20/09/2002 prévoit que "l'exploitant détermine la masse de chaque catégorie de déchets avant d'accepter de réceptionner les déchets" ou à défaut que "l'arrêté préfectoral d'autorisation définit le mode d'estimation des quantités reçues." Or Dalkia ne réalise pas de pesée des boues papetières avant leur entrée dans l'installation. L'exploitant a indiqué que le tonnage de boues envoyé est estimé par Smurfit en fonction d'un certain nombre de données. Ces éléments seront repris dans l'arrêté préfectoral du site.</li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant :

- précise la capacité de l'installation de traitement des boues, en tonne par heure, à retenir et détaille les modalités mises en œuvre pour garantir que cette capacité n'est pas dépassée;
- indique le pouvoir calorifique de référence des boues à prendre en compte;
- détaille les capacités et les modalités d'entreposage des boues;
- détaille le mode d'estimation des quantités de boues reçues dans l'installation et comment il assure la traçabilité des boues entrant dans son installation (tenue d'un registre de déchets entrants).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 2 :** Récolement à l'AM du 20/09/2002 - Articles 9 à 15

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 28/04/2025, article 1

**Thème(s) :** Situation administrative, Récolement

**Prescription contrôlée :**

La société dont le siège social est sis PANORAMA 204 RUE SADI CARNOT 59350 SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE, ci-après dénommée l'exploitant, est tenue, pour son établissement sis à , de :

[...]

- réaliser le récolement aux arrêtés ministériels du 20/09/2002 et 12/01/2021, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté. Ce récolement comprend notamment la justification des valeurs limites applicables, pris en référence dans le cadre de la surveillance complémentaire mise en œuvre ;

[...]

**Constats :**

L'exploitant a transmis le 31/07/2025 le récolement aux deux arrêtés ministériels suscités. Ce récolement conclut à une conformité sur un certain nombre de points de ces arrêtés et propose les actions de mise en conformité à réaliser. Il est à noter que l'exploitant a évalué qu'au vu de la quantité de boues réellement incinérées dans l'installation, l'arrêté du 12/01/2021 ne lui serait pas applicable. Ce point fait l'objet d'une demande détaillée ci dessous.(point de contrôle n°5).

Par ailleurs, concernant la conformité aux articles 9 à 15 de l'arrêté du 20/09/2002, l'inspection a formulé les remarques suivantes :

- l'exploitant a précisé le point d'introduction des boues papetières dans l'installation, tel que prévu par l'article 9. Ce point sera repris dans l'arrêté complémentaire mentionné ci dessus;
- l'exploitant a indiqué que son installation ne dispose pas d'un système automatique qui empêche l'alimentation en boues quand la température est inférieure à 850 °C tel que prévu par le même article 9. Il a précisé que l'introduction des boues était cependant conditionnée au fonctionnement d'une "vis à écorce" qui peut être désactivée si besoin. L'exploitant propose de conditionner le déclenchement de cette vis à l'atteinte d'une

température minimale afin de garantir le respect de cet article. L'inspection a précisé que l'alimentation en boues devra également être interrompue en cas de dépassement de valeurs limites sur les polluants mesurés en continu par l'installation.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant met en œuvre un dispositif automatique d'arrêt de l'alimentation en boues dans les cas prévus par l'article 9 de l'arrêté du 20/09/2002 (température inférieure à 850°C, valeurs limites d'émissions dépassées...). Il détaille les modalités de fonctionnement de ce dispositif et veillera à démontrer l'absence de risques supplémentaires qui pourraient être générés lors de l'arrêt automatique de l'alimentation (lié notamment à la présence de combustibles en amont du point d'introduction dans l'installation).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 3 : Récolement à l'AM du 20/09/2002 - Articles 16 à 25**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 28/04/2025, article 1

**Thème(s) :** Situation administrative, Récolement

**Prescription contrôlée :**

La société dont le siège social est sis PANORAMA 204 RUE SADI CARNOT 59350 SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE, ci-après dénommée l'exploitant, est tenue, pour son établissement sis à , de :

[...]

- réaliser le récolement aux arrêtés ministériels du 20/09/2002 et 12/01/2021, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté. Ce récolement comprend notamment la justification des valeurs limites applicables, pris en référence dans le cadre de la surveillance complémentaire mise en œuvre ;

[...]

**Constats :**

L'exploitant a transmis le 31/07/2025 le récolement aux deux arrêtés ministériels suscités. Ce récolement conclut à une conformité sur un certain nombre de points de ces arrêtés et propose les actions de mise en conformité à réaliser. Il est à noter que l'exploitant a évalué qu'au vu de la quantité de boues réellement incinérées dans l'installation, l'arrêté du 12/01/2021 ne lui serait pas applicable. Ce point fait l'objet d'une demande détaillée ci dessous.(point de contrôle n°5).

Par ailleurs, concernant la conformité aux articles 16 à 25 de l'arrêté du 20/09/2002, l'inspection a formulé les remarques suivantes :

- l'exploitant a indiqué que lors des mesures de rejets atmosphériques, le bureau d'études a indiqué que la plate-forme de mesure ne répond pas à la norme NF X 44-052, ce qui est une non-conformité au regard de l'article 16. Il indique que le bureau d'étude peut adapter un système de prélèvement minimisant l'impact de cette non conformité. Il n'indique pas cependant sa volonté de se mettre en conformité ou non avec l'article 16.

- l'exploitant indique qu'au regard de l'article 17 et de l'annexe II de l'arrêté auquel il renvoie, seules des valeurs en SO<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub> et Poussières seraient applicables à l'installation de co-incinération. Or l'annexe II dispose que " La formule ci-après (règle du prorata) doit être appliquée dans tous les cas où une valeur limite d'émission totale spécifique C n'est pas fixée dans un tableau de la présente annexe. La valeur limite de chaque substance polluante (métaux, HF, HCl, COT, ...) en cause et du monoxyde de carbone contenus dans les gaz de combustion produits par la co-incinération de déchets doit être calculée comme suit :

$$C = V \text{ déchets} * C \text{ déchets} + V \text{ procédé} * C \text{ procédé} / V \text{ déchets} + V \text{ procédé}$$

V déchets : volume des gaz de combustion résultant de l'incinération de déchets, rapporté aux conditions définies à l'article 18. Si une seule valeur limite est calculée, quel que soit le pourcentage de la chaleur produite par l'installation apporté par l'incinération de déchets, ce pourcentage est alors fixé à sa valeur maximum. Le PCI des déchets est celui des déchets ayant la plus faible valeur calorifique spécifiée dans l'arrêté d'autorisation.

**C déchets : valeur limite d'émission fixée pour les installations d'incinération à l'annexe I.**

V procédé : volume des gaz de combustion résultant du fonctionnement de l'installation, y compris de la combustion des combustibles habituellement utilisés dans l'installation (à l'exclusion des déchets), déterminé sur la base de la teneur en oxygène fixée par la réglementation communautaire ou nationale à laquelle les émissions doivent être rapportées. En l'absence d'une réglementation pour ce type d'installation, il convient d'utiliser la teneur réelle en oxygène des gaz de combustion non dilués par addition d'air non indispensable au procédé. L'article 18 indique les autres conditions auxquelles les résultats de mesure doivent être rapportés.

C procédé : valeur limite d'émission fixée dans les tableaux de la présente annexe pour certains secteurs industriels et certains polluants ou, en l'absence de tel tableau ou de telles valeurs, valeur limite pour la substance concernée conforme aux dispositions réglementaires relatives au type d'installation considéré et brûlant des combustibles normalement autorisés (à l'exclusion des déchets). En l'absence de telles dispositions, c'est la valeur limite fixée dans l'arrêté d'autorisation qui est utilisée. En l'absence de valeur fixée dans l'arrêté d'autorisation, c'est la concentration massique réelle qui est utilisée."

**Or dans le cas de l'installation de l'exploitant, détaillé dans la partie II de l'annexe II dédiée aux installations de combustion co-incinérant des déchets, aucune valeur limite d'émission totale C n'est spécifiée. Il y a donc lieu de tenir compte, pour déterminer les valeurs applicables à l'installation, de "C déchets" spécifiée à l'annexe I de l'arrêté et utiliser la formule spécifiée ci dessus.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant :

- détaille la conformité de la plateforme de mesure des rejets atmosphériques aux dispositions prévues par l'article 16 de l'arrêté du 20/09/2002;
- détermine les valeurs limites applicables pour l'ensemble des composés listés par l'arrêté du 20/09/2002 et ses annexes I et II, en prenant en compte les remarques ci dessus.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective



**N° 4 : Récolement à l'AM du 20/09/2002 - Articles 26 à 30**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 28/04/2025, article 1

**Thème(s) :** Situation administrative, Récolement

**Prescription contrôlée :**

La société dont le siège social est sis PANORAMA 204 RUE SADI CARNOT 59350 SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE, ci-après dénommée l'exploitant, est tenue, pour son établissement sis à , de :

[...]

- réaliser le récolement aux arrêtés ministériels du 20/09/2002 et 12/01/2021, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté. Ce récolement comprend notamment la justification des valeurs limites applicables, pris en référence dans le cadre de la surveillance complémentaire mise en œuvre ;

[...]

**Constats :**

L'exploitant a transmis le 31/07/2025 le récolement aux deux arrêtés ministériels suscités. Ce récolement conclut à une conformité sur un certain nombre de points de ces arrêtés et propose les actions de mise en conformité à réaliser. Il est à noter que l'exploitant a évalué qu'au vu de la quantité de boues réellement incinérées dans l'installation, l'arrêté du 12/01/2021 ne lui serait pas applicable. Ce point fait l'objet d'une demande détaillée ci dessous.(point de contrôle n°5).

Par ailleurs, concernant la conformité aux articles 26 à 30 de l'arrêté du 20/09/2002, l'inspection a formulé les remarques suivantes :

- l'exploitant indique ne pas respecter la périodicité de certaines mesures (article 26 - mesures trimestrielles des cendres volantes prévue - mesure tous les 4 mois réalisée, article 28 (rejets atmosphériques) - mesure semestrielle prévue - mesure annuelle réalisée, article 29 (rejets aqueux) - mesures en continu ou journalières pour plusieurs paramètres prévus - pas réalisées par l'exploitant) mais ne détaille pas les actions mises en place pour mettre en conformité la surveillance réalisée;
- l'exploitant indique ne pas devoir réaliser de surveillance en continu (rejets atmosphériques) des paramètres COT, HCL et HF car il n'y a pas de valeurs limites applicables, or ce point est contradictoire avec le constat repris ci dessus au point de contrôle n°3 et qui devrait conduire l'exploitant à définir des valeurs limites applicables pour ces composés et donc mettre en place une surveillance en continu conforme à l'article 28 du 20/09/2002;
- l'exploitant précise dans ce récolement qu'un programme de surveillance est en place conformément à l'article 30 (surveillance de l'impact sur l'environnement) mais n'a pu préciser la surveillance dans l'environnement réalisée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant :

- détaille les actions mises en place pour garantir une conformité de la surveillance des rejets aqueux de l'installation ;
- détaille les actions mises en place pour garantir une conformité de la surveillance des rejets atmosphériques de l'installation (mesures périodiques) ;
- met en place une surveillance en continu pour l'ensemble des paramètres cités à l'article 28 (rejets atmosphériques) de l'arrêté du 20/09/2002 ;
- détaille la surveillance dans l'environnement réalisée conformément à l'article 30 de l'arrêté du 20/09/2002.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 5 : Récolement à l'AM du 12/01/2021

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 28/04/2025, article 1

**Thème(s) :** Situation administrative, Récolement

##### **Prescription contrôlée :**

La société dont le siège social est sis PANORAMA 204 RUE SADI CARNOT 59350 SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE, ci-après dénommée l'exploitant, est tenue, pour son établissement sis à , de :

[...]

- réaliser le récolement aux arrêtés ministériels du 20/09/2002 et 12/01/2021, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté. Ce récolement comprend notamment la justification des valeurs limites applicables, pris en référence dans le cadre de la surveillance complémentaire mise en œuvre ;

[...]

##### **Constats :**

L'exploitant a transmis le 31/07/2025 le récolement aux deux arrêtés ministériels suscités. Ce récolement conclut à une conformité sur un certain nombre de points de ces arrêtés et propose les actions de mise en conformité à réaliser.

S'agissant de l'arrêté du 12/01/2021, il est applicable aux installations classées sous la rubrique 3520 (Incinération ou coïncinération de déchets). Or, l'exploitant a évalué que la quantité de boues réellement incinérées dans l'installation était d'environ 16700 tonnes brutes annuelles, ce qui représente environ 2 tonnes par heures en considérant une installation fonctionnant 8500 heures par an. La capacité de l'installation serait donc inférieure au seuil de la rubrique 3520 (3 tonnes par heures pour les déchets non dangereux) et l'exploitant ne serait donc pas soumis à cette rubrique et à l'arrêté du 12/01/2021.

Par rapport à cette analyse, l'inspection a indiqué que le plan d'approvisionnement actuel permet à l'exploitant de recevoir 30 000 tonnes de boues papetières par an ce qui représente une capacité supérieure à 3 tonnes par heure. Par ailleurs, l'exploitant n'est aujourd'hui pas en mesure de suivre en continu la quantité de boues papetières admise dans l'installation et ne peut donc pas justifier que cette quantité est toujours inférieure à 3 tonnes par heure.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dans le cas où l'exploitant souhaite maintenir son positionnement et ne pas être soumis à la rubrique 3520:

- il sollicite une modification de son plan d'approvisionnement afin de garantir une quantité annuelle reçue qui corresponde à une quantité moyenne inférieure à 3 tonnes par heure
- il justifie du nombre d'heures annuelles de fonctionnement de la chaudière "biomasse" de l'installation afin de permettre le calcul de la capacité horaire en fonction de la quantité annuelle de boues papetières reçues
- il détaille les modalités mises en œuvre permettant de suivre la quantité horaire de boues admise dans l'installation et justifier que cette quantité reste inférieure à 3 tonnes par heure

Dans le cas contraire, l'exploitant est soumis à la rubrique 3520 et l'arrêté du 12/01/2021 et devra mettre en œuvre les actions de mise en conformité identifiées dans le récolement réalisé. Il devra en outre tenir compte des valeurs limites d'émissions mentionnées par cet arrêté pour calculer les valeurs limites applicables à l'installation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 6 : Rejets atmosphériques – mesures périodiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/07/2020, article 4.4.3 et 4.4.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques – mesures périodiques

**Prescription contrôlée :**

Art 4.4.3 de l'AP du 10/07/2020 : Conditions générales de rejet

Conduit	Vitesse nominale d'éjection
1	17 m/s
2	10.5 m/s

4.4 Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration :

[voir tableau complet dans l'arrêté]

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en flux moyens journaliers :

[voir tableau complet dans l'arrêté]

<p><b>Constats :</b></p> <p>Les rapports de mesures des rejets atmosphériques d'avril 2025 et juillet 2025 pour la chaudière biomasse, et d'avril 2025 pour les chaudières gaz de secours ont été transmis par l'exploitant. Ces rapports ne font pas apparaître de dépassement des valeurs limites prévues par l'arrêté cité ci dessus.</p> <p>L'exploitant n'a pas transmis le rapport de mesures du second semestre concernant les chaudières gaz de secours. Il a indiqué être en attente de ce document.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet le rapport de contrôle des rejets des chaudières gaz de secours du second semestre dès réception.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 7 : Rejets atmosphériques – autosurveillance**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2020, article 8.2.1</p>	
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques – autosurveillance</p>	
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets (concentration et flux).</p>	
<p><b>Chaudière de cogénération biomasse</b></p>	
Paramètres	Fréquence de la surveillance
Concentration en O <sub>2</sub> de référence, Débit, Température, Pression Poussières, SO <sub>2</sub> , NOX en équivalent NO <sub>2</sub> , CO	Continue
COV, HAP, Dioxines et furanes, HF Cd, Hg, Tl et composés As, Se, Te et composés  Pb et composés  Sb, Cr, Co, Cu, Sn, Mn, Ni, V, Zn et composés	Annuelle

HCL	Semestrielle

#### Chaudières de secours gaz naturel

Paramètres	Fréquence de la surveillance
Concentration en O2 de référence, Débit, Température, Pression  NOX en équivalent NO2, CO	Continue
Poussières, SO2,	Semestrielle
COV	Annuelle

#### Constats :

L'autosurveillance (s'agissant des mesures en continu) des rejets atmosphériques réalisée par l'exploitant a été contrôlée en amont de l'inspection, à partir du mois de mai 2024 (la dernière inspection réalisée ayant abordé l'autosurveillance jusqu'à avril 2024). Les dépassements rapportés sur cette période, les causes et les actions réalisées sont repris ci après :

Mois concerné	Date et dépassement concerné	Cause du dépassement	Actions réalisées par l'exploitant	Analyse de l'inspection
05-2024	7 / 15 / 19 / 22 / 23 / 24 : Dépassement VLE NOx	Problème de combustion	Modification Température du lit de sable puis ajustement de la répartition d'air	L'inspection a interrogé l'exploitant sur la durée du dépassement :

				l'exploitant a indiqué que c'était un problème sur un ventilateur de recirculation qui s'est produit de manière récurrente le temps que la pièce soit changée.
06-2024	18,19,25,26,27,28: Dépassement VLE NOx	modification paramètre baie d'analyse par maintenancier	Ajustement de la répartition d'air	L'exploitant devra confirmer s'il s'agit d'un r é e l dépassement ou d ' u n e indisponibilité de la baie d'analyse.
06-2024	0 3 / 0 6 : Dépassement VLE CO	bouillage d'un des 4 sas d'alimentation biomasse	Reprise réglages combustion	Les actions entreprises ont permis un retour à la conformité.
06-2024	21, 22, 23, 24 J u i n Dépassement VLE CO	modification paramètre baie d'analyse par Maintenanancier	Ajustement de la répartition d'air	L'exploitant devra confirmer s'il s'agit d'un r é e l dépassement ou d ' u n e indisponibilité de la baie d'analyse.
07/2024	01 et 02 Juillet Dépassement VLE NOx	intervention du maintenancier sur la baie	ajustement de la répartition d'air et intervention	L'exploitant devra confirmer s'il s'agit d'un

	VLE NOx	sur la baie d'analyse	et intervention corrective maintenancier	s'il s'agit d'un r é e l dépassement ou d ' u n e indisponibilité de la baie d'analyse.
10/2024	26/10/2024 Dépassement VLE CO	h u m i d i t é combustible importante	r é g l a g e combustion	L'inspection a i n t e r r o g é l'exploitant sur les contrôles d'humidité réalisés à la réception de la biomasse et la possibilité d'ajuster la combustion en conséquence. L'exploitant a indiqué que c ' é t a i t difficilement faisable étant donné que c e r t a i n s résultats des m e s u r e s d'humidité sont connus après la combustion de la biomasse. L'exploitant doit se positionner sur la possibilité de réaliser des m e s u r e s temporaires d'humidité sur la biomasse avant son admission d a n s l a chaudière et a v a n t d e connaître les résultats définitifs.

12/2024	26/12 28/12 3 1 / 1 2 Dépassement VLE NOx	combustible très humide	r é g l a g e combustion  réduction de la charge de la chaudière	Voir analyse ci dessus
03/2025	06 et 18 mars Dépassement CO	problème combustion	r é g l a g e combustion	Les actions entreprises ont permis un retour à la conformité.
05/2025	26 et 27 mai Dépassement CO	Problème avec la baie d'analyse suite à black out installation	remise en service	Le blackout mentionné par l'exploitant a entraîné un arrêt bref de la chaudière (30 minutes) mais l'indisponibilité de la baie d'analyse n'a été détectée que le l e n d e m a i n matin et elle a été redémarrée dans la foulée. L'exploitant devra confirmer s'il s'agit d'un r é e l dépassement ou d ' u n e indisponibilité de la baie d'analyse. En cas d e dépassement, il considère l'arrêt bref de la chaudière comme une période OTNOC



				période OTNOC au sens de l'arrêté du 3 août 2018 modifié (article 5-3) et il évalue les émissions causées par l'OTNOC et les circonstances associées, et met en œuvre des mesures correctives si nécessaire.
--	--	--	--	--

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant apporte les réponses aux différentes remarques formulées dans l'analyse ci dessus.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 8 : Rejets atmosphériques – plan de surveillance renforcé**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 28/04/2025, article 1

**Thème(s) :** Situation administrative, Récolement

**Prescription contrôlée :**

La société dont le siège social est sis PANORAMA 204 RUE SADI CARNOT 59350 SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE, ci-après dénommée l'exploitant, est tenue, pour son établissement sis à , de :  
proposer, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, un plan de surveillance complémentaire des rejets atmosphériques de son installation de combustion. Ce plan de surveillance devra proposer la mesure des polluants réglementés par les arrêtés ministériels du 03/08/2018, 20/09/2002 et 12/01/2021 susvisés et une fréquence de surveillance adaptée ;  
mettre en œuvre le plan de surveillance proposé dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté ;

**Constats :**

L'exploitant a transmis à l'inspection les mesures du plan de surveillance renforcé réalisées pour les mois de juillet, août et septembre 2025. Ces rapports de mesures font apparaître des dépassements en poussières en août (7.15 mg/Nm<sup>3</sup>) et septembre (8.33 mg/Nm<sup>3</sup>) mais ont pris en

référence la valeur de 5 mg/Nm<sup>3</sup> issue de l'arrêté ministériel du 12/01/2021, or l'exploitant a indiqué dans son récolement que cet arrêté ne lui est finalement pas applicable. En conséquence, les valeurs limites à utiliser pour comparer les mesures du plan de surveillance renforcé devront être calculées à l'aide des valeurs limites prévues par l'arrêté du 20/09/2002 pondérées en fonction de la part de boues présentes dans les combustibles de l'installation.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant détermine les valeurs limites applicables à son installation et veille à comparer les mesures du plan de surveillance renforcé à ces valeurs. Il analyse notamment de nouveau la conformité des valeurs en poussières d'août et de septembre 2025 au regard de ces nouvelles VLE.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois